Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1er juillet 1973 et sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Tunis, le 21 juillet 1973

Le Ministre de l'Intérieur

TAHAR BELKHODJA

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

Arrêté du Ministre de l'Intérieur du 21 juillet 1973, portant délégation de signature.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret du 12 mai 1906, réglementant la comptabilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret N° 70-216 du 26 juin 1970, autorisant les Ministres et les Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature et notamment son paragraphe deux de l'article premier;

Arrête :

Article Premier. — Conformément au paragraphe deux de l'article premier du décret sus-visé N° 70-216 du 26 juin 1970, Monsieur Amor M'Sadek Directeur de l'Administration Régionale est habilité à signer par délégation tous actes et décisions administratives concernant les fonctionnaires et agents autres que ceux de la catégorie « A » relevant de l'Administration Régionale, les marchés, conventions et contrats qui engagent une dépense inférieure à mille dinars.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 24 mai 1973 et sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Tunis, le 21 juillet 1973

Le Ministre de l'Intérieur

TAHAR BELKHODJA

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

MINISTERE DU PLAN

COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES

Arrêté du Premier Ministre du 14 juillet 1973, portant création et modalités d'organisation et de fonctionnement des Commissions Administratives Paritaires des différentes catégories du personnel du Ministère du Plan.

Le Premier Ministre,

Vu la loi N° 68-12 du 3 juin 1968, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret N° 60-56 du 25 février 1960, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des Commissions Administratives Paritaires;

Vu le décret N° 71-362 du 9 octobre 1971, fixant le statut des cadres communs des Administrations Centrales, tel qu'il a été modifié par le décret N° 72-152 du 2 mai 1972;

Vu le décret N° 72-393 du 13 décembre 1972, portant statut particulier des Cadres Techniques de la Statistique de l'Administration;

Vu le décret N° 66-411 du 12 octobre 1966, fixant le statut particulier des ouvriers permanents du Ministère du Plan;

Vu l'avis du Ministre du Plan;

Arrête :

Article Premier. — Il est créé au Ministère du Plan conformément aux dispositions du décret sus-visé n° 60-56 du 25

février 1960, une Commission Administrative Paritaire pour chacun des corps des fonctionnaires énumérés ci-dessous :

1ère Commission :

- Administrateurs du Gouvernement;
- Attachés d'Administration.

2ème Commission :

- Ingénieurs en Chef de la Statistique et des Etudes Economiques;
- Ingénieurs Principaux de la Statistique et des Etudes Economiques;
- Ingénieurs Divisionnaires de la Statistique et des Etudes Economiques;
- Ingénieurs des Travaux Statistiques et des Etudes Economiques;
- Ingénieurs Adjointes de la Statistique et des Etudes Economiques.

3ème Commission :

- Secrétaires d'Administration;
- Adjointes Techniques de la Statistique et des Etudes Economiques.

4ème Commission :

- Agents Techniques de la Statistique et des Etudes Economiques;
- Commis d'Administration;
- Dactylographes.

5ème Commission :

- Hajeps.

6ème Commission :

- Ouvriers permanents.

Art. 2. — La composition des Commissions Administratives Paritaires énumérées ci-dessus, est fixée ainsi qu'il suit :

Représentants de l'Administration :

- Deux membres titulaires;
- Deux membres suppléants.

Représentants du Personnel :

- Deux membres titulaires;
- Deux membres suppléants.

Art. 3. — Le Ministre du Plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 14 juillet 1973

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

MINISTERE DES FINANCES

DROITS DE DOUANE

Décret N° 73-345 du 14 juillet 1973, portant suspension du droit de douane et de la taxe à la production perçus sur les pommes de terre de consommation importée.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le Code des Douanes, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment son article 8;

Vu la loi N° 59-95 du 20 août 1959, portant mise en vigueur d'un nouveau tarif des douanes à l'importation et à l'exportation, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 29 décembre 1955, portant institution d'une taxe à la production, d'une taxe de consommation et d'une taxe sur les prestations de service, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis des Ministres des Finances, de l'Economie Nationale et de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Le droit de douane et la taxe à la production perçus à l'importation des pommes de terre de consommation reprises au n° 07-01 F du tarif des douanes sont suspendus à compter du 15 avril 1973, dans la limite d'un contingent de 2000 tonnes.

Art. 2. — Les Ministres des Finances, de l'Economie Nationale et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 14 juillet 1973

P. le Président de la République Tunisienne :

et par délégation,

Le Premier Ministre.

HEDI NOUIRA

DELEGATION DE SIGNATURE

Arrêté du Ministre des Finances du 21 juillet 1973, portant délégation de signature.

Le Ministre des Finances,

Vu le décret N° 70-23 du 19 janvier 1970, fixant les attributions du Ministre des Finances, tel qu'il a été modifié par le décret N° 70-271 du 7 août 1970;

Vu le décret N° 70-119 du 11 avril 1970, portant organisation du Ministère des Finances, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 70-272 du 7 août 1970;

Vu le décret N° 70-216 du 26 juin 1970, autorisant les Ministres et Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature et notamment son article 1er, paragraphe 1;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1973, chargeant Monsieur Habib Alouini des fonctions de Chef de Cabinet du Ministre des Finances;

Arrête :

Article Premier. — Conformément au paragraphe premier de l'article premier du décret sus-visé N° 70-216 du 26 juin 1970, Monsieur Habib Alouini, Chef de Cabinet du Ministre des Finances, est habilité à signer par délégation tous actes intéressant les services relevant du Ministère des Finances et notamment les arrêtés individuels et contrats concernant les fonctionnaires et agents de toutes catégories dépendant du Ministère des Finances.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 2 juillet 1973 et sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Tunis, le 21 juillet 1973

Le Ministre des Finances

MOHAMED FITOURI

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

LIQUIDATEUR

Par arrêté du Ministre des Finances du 23 juillet 1973 :

Monsieur Mahmoud Rachid El Machat, Chef de Service d'Administration Centrale au Ministère des Finances est désigné liquidateur de l'Office Municipal du Logement à Tunis.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

PRIX DES CEREALES

Décret N° 73-346 du 14 juillet 1973, fixant le prix et les modalités de paiement, de stock et de retrocession des céréales pour la campagne 1973-1974.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne:

Vu le décret-loi n° 62-10 du 3 avril 1962, portant création d'un Office des Céréales, Légumineuses Alimentaires et Autres Produits Agricoles, modifié par le décret-loi n° 70-7 du 26 septembre 1970, respectivement ratifiés par les lois n° 62-18 du 24 mai 1962 et n° 70-47 du 20 novembre 1970;

Vu la loi N° 70-26 du 19 mai 1970, relative aux modalités de fixation des prix et à la repression des infractions en matière économique.

Vu le décret du 28 juin 1945, portant modification et codification des textes relatifs à la Caisse de Compensation, modifié et complété par le décret du 26 juin 1947, et notamment l'article 3 de ce dernier texte;

Vu le décret du 23 mai 1949, portant fixation du budget de l'exercice 1949-1950 et notamment son article 21, instituant un impôt sur les céréales et légumineuses;

Vu le décret du 31 mai 1956, relatif aux mesures propres à assurer l'équilibre financier du chemin de fer;

Vu le décret du 31 mai 1956, relatif aux transports de céréales et de produits de minoterie;

Vu le décret N° 72-244 du 7 août 1972, fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de retrocession des céréales, pour la campagne 1972-1973;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1952, relatif aux modalités de paiement des frais de transports des céréales de la récolte 1952, modifié par les arrêtés du 12 juillet 1956, et 6 juillet 1961;

Vu l'arrêté du 25 mai 1955, relatif à la livraison et à la circulation des céréales en Tunisie, modifié par les arrêtés des 12 août 1959 et 6 juillet 1961;

Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture

Décrétons :

TITRE PREMIER

PRIX A LA PRODUCTION

Blé dur

ARTICLE PREMIER. — Le prix de base à la production du quintal de blé dur, sain, loyal et marchand, de la récolte 1973, est fixé à 4D, 800.

Ce prix s'entend pour un blé de poids spécifique compris entre 76 kg. 500 et 77 kg. 499, rendu sur wagon-gare ou magasin de l'Organisme stockeur, dans la localité la plus proche du lieu de production ou pour parité de ces conditions.

Le poids spécifique sera déterminé à l'aide de la trémie conique de 50 litres.

ART. 2. — Le prix de base fixé à l'article 1er du présent décret est majoré d'une prime de difficulté exceptionnelle de 300 millimes par quintal.

ART. 3. — Les bonifications et réfections à apporter au prix de base sont calculées selon le barème ci-après, la valeur de l'unité étant fixée à 4 m. 8.

1° BONIFICATIONS

A. — Pour poids spécifique

Pour chaque tranche ou fraction de tranche de 250 grammes :

— De 77,5 à 81,999 : bonification de 3,3 unités.

— De 82 à 82,999 : bonification de 1,8 unité.

— De 83 à 83,999 : bonification de 1 unité.